

17 mai 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les relations franco-britanniques, la nécessité de la participation de l'Angleterre à la monnaie unique, la crise de la "vache folle", l'exclusion sociale et l'aide au développement, Londres le 17 mai 1996.

Mesdames,

- Messieurs,

- Je suis très heureux d'avoir l'occasion d'un dialogue avec les journalistes anglais et français que je salue amicalement. Ce voyage se termine. J'oserais dire que je le regrette un peu, parce que c'était un voyage, pour moi, à la fois agréable et utile.

- Agréable, je n'ai pas besoin de souligner que j'étais sensible à l'accueil qui m'a été réservé. Utile, parce qu'il a permis, je pense, de faire un pas de plus dans la direction que je souhaite, c'est-à-dire le renforcement des relations entre nos deux pays. Je l'ai senti, aussi bien lors des nombreuses rencontres que j'ai eues avec, naturellement, la famille royale, le gouvernement, l'opposition, les responsables de la vie économique ou ceux de certaines expériences sociales.

- Nous avons pu prendre, ce n'était pas l'objet naturellement du voyage mais néanmoins il faut le souligner, quelques initiatives. Vous les connaissez, je ne reviendrai pas dessus.

- Et enfin, nous avons, je pense, un peu renforcé notre partenariat global dans le domaine de la politique étrangère et de la défense. Ce partenariat global est déjà important, j'ai eu l'occasion de le dire, qu'il s'agisse de notre coopération en Bosnie, qu'il s'agisse de notre approche commune des problèmes de défense Atlantique et de réformes de l'OTAN, ou qu'il s'agisse de notre vision de l'avenir de l'organisation des Nations unies. Dans tous ces domaines importants, la France et l'Angleterre confirment jour après jour leur approche commune.

- Il y a eu naturellement le débat sur l'Europe. Je n'étais pas venu ici comme j'ai pu le lire parfois, pour convaincre les Anglais pour leur dire ce qu'il fallait faire, mon ambition était simplement d'indiquer à nos amis britanniques quelle était ma propre réflexion sur la construction européenne, sur l'avenir de l'Europe, afin simplement, comme il est normal entre amis, de nourrir leur propre réflexion.

- Après tout, il y a un fait qui est celui de deux vieilles et grandes puissances qui n'ont pas exactement la même vision de l'avenir de la construction européenne alors, il est important pour chacune d'entre elles, de savoir ce que pense l'autre et c'était ça la nature du message que j'ai voulu transmettre ici. D'autant, vous le savez, que ma conviction est qu'il ne peut pas y avoir d'Europe forte sans la Grande-Bretagne.

- Voilà les quelques réflexions qui me conduisent à repartir en France en me disant que ce voyage était utile et en exprimant à sa Majesté la Reine, et à toutes celles et tous ceux que j'ai rencontrés, mes sentiments de gratitude et en formant le vœu qu'il s'agisse, je l'ai dit en commençant, d'une étape solide et supplémentaire en direction d'une entente très cordiale entre l'Angleterre et la France.

- Je suis tout prêt à répondre à quelques questions.\

QUESTIONS.- Monsieur le Président de la République, à propos de l'Europe, vous avez, dans

vos discours au Parlement, invité les Britanniques à rejoindre l'Union monétaire et la monnaie unique. Or, il y a divergence, vous le savez, vous l'avez dit, alors je voudrais savoir, comment vous appréciez le degré de cette divergence ? Est-ce que c'est insurmontable ou est-ce que vous arriverez à convaincre finalement ?

- LE PRESIDENT.- Les Anglais prendront leur décision, comme toujours de façon démocratique et responsable et en fonction de ce qu'ils estimeront être l'intérêt de la Grande-Bretagne et personne ne peut discuter naturellement cette motivation.

- J'ai simplement voulu dire, ici, quelle était ma vision de l'Europe et pourquoi j'estime que l'Angleterre est nécessaire dans une Europe d'avenir. Je sais qu'il y a un euroscepticisme fort en Angleterre. Vous savez il existe aussi, en France et dans d'autres pays européens, alors notre problème n'est pas d'avoir une confrontation sur ce point mais un dialogue pour remettre les choses à leur place et pouvoir ensuite, le moment venu, par exemple sur le problème monétaire, décider avec une parfaite connaissance des choses. Il m'a semblé qu'un certain nombre de personnalités politiques anglaises, ou de personnalités du monde économique n'étaient pas aussi négatives ou aussi sceptiques que certains journaux veulent bien dire au sujet de la construction européenne.\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a deux jours, Charles Powell, l'ancien conseiller principal de Mme Thatcher, a déclaré que : "l'année dernière, nous avons gratté le dos des Français à propos de leurs essais nucléaires et maintenant à la France de nous gratter le dos à propos de notre boeuf". Est-ce que cette idée-là vous a inspiré cette semaine ? Et deuxièmement, est-ce que vous pensez, après ce voyage, qu'il serait bien de remplacer la tête de veau élyséenne par le "roastbeef" royal comme étant peut-être un plat moins nuisible à la santé ?

- LE PRESIDENT.- Sur le premier point, je vous dirai que je ne pense pas que l'on puisse parler d'échange entre les essais nucléaires et une maladie bovine, ce sont deux choses d'une nature différente.

- Ceci étant, la difficulté, le drame de cette maladie bovine `maladie de la vache folle` conduit nécessairement à une solidarité européenne et c'est ce que j'ai voulu dire. Aujourd'hui, c'est l'Angleterre, demain, ce sera un autre, ou cela peut l'être. J'ai donc exprimé cette solidarité, bien entendu, rien ne peut être fait qui mette en cause la santé publique, c'est aussi le sentiment des Britanniques. Mais dans le cadre de la gestion de la crise, tout doit être fait pour que cette solidarité soit forte.

- Quant au boeuf royal, que j'ai goûté ici avec beaucoup de plaisir, permettez-moi de vous dire que si l'on veut avoir du boeuf royal il faut d'abord avoir un veau. Et comme tous les veaux naturellement ne peuvent pas devenir des boeufs alors il faut bien aussi les manger d'où l'importance qu'il y a également à sauvegarder la tête de veau.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez toujours montré une grande conscience de la fracture sociale. En Angleterre en 1850, Benjamin Disraeli a écrit un roman "Sybil and the two nations" qui mettait en scène cette fracture sociale entre les possédants et la classe ouvrière. Après votre voyage en Angleterre, constatez-vous la même fracture sociale en France qu'en Angleterre ?

- LE PRESIDENT.- Je veux simplement vous dire qu'aussi bien en France, qu'en Angleterre, la fracture sociale des années 1850 n'avait aucun rapport avec la fracture sociale que nous connaissons aujourd'hui. A l'époque, il y avait des pauvres, des très pauvres, mais il y avait peu d'exclus.

- Aujourd'hui, notre problème est celui de l'exclusion. C'est donc un phénomène d'une nature différente. C'est la remise en cause des liens qui créent une cohésion sociale et donc, une cohésion nationale. Ensuite, c'est un phénomène que je déplore en France et que je combats dans notre pays. Je ne me permettrai pas de porter un jugement sur l'Angleterre de ce point de vue, mais tous les pays, tous les pays industrialisés connaissent ce phénomène et risquent de le voir s'amplifier s'ils ne maîtrisent pas sérieusement les conséquences de ce que l'on appelle aujourd'hui la mondialisation. Et, en tous les cas, ce que je peux vous dire, c'est que l'expérience que je souhaitais voir, que j'avais demandé à voir sur place, l'expérience de la fondation du

Prince de Galles m'a beaucoup intéressé. J'ai été heureux de voir, d'ailleurs, qu'une association importante française de la région d'Annecy, était en train de s'inspirer de cela pour l'instituer à Annecy et je vais vivement conseiller également en France, de s'inspirer aussi de cette expérience positive.\

QUESTION.- Monsieur le Président vous avez rencontré Sir Patrick Mayhew Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, pensez-vous que les partenaires européens ont un rôle à jouer dans la résolution du conflit dans l'Irlande du Nord ?

- LE PRESIDENT.- Sur le plan de la politique intérieure, non £ sur le plan à la fois moral et politique au sens noble du terme, oui. D'ailleurs, Sir Patrick m'a dit hier combien il avait apprécié en particulier le soutien de la France, et d'ailleurs celui de l'Europe, dans les efforts engagés par lui-même, par le gouvernement, pour trouver une issue à ce conflit et à ce problème. J'ai observé d'ailleurs qu'il n'y avait pas dans ce domaine de divergences de vue, il y a une sorte de consensus en Grande-Bretagne. La France, en tous les cas, appuiera sans réserve tous les efforts qui seront faits dans ce sens. Je l'ai confirmé à Sir Patrick, il a eu l'air d'y être sensible.\

QUESTION.- Monsieur le Président, Tony Blair nous disait il y a quelques jours que l'adoption de la monnaie unique pour la Grande-Bretagne dépendrait de ses intérêts. Est-ce que c'est imaginable de voir la monnaie unique adoptée uniquement par la France, par l'Allemagne et pas du tout par la Grande-Bretagne ?

- LE PRESIDENT.- Là, vous avez une interprétation personnelle de la réflexion de M. Tony Blair telle que vous la rapportez. Il vous a dit, si j'ai bien compris, que l'Angleterre prendrait sa décision en fonction de ses intérêts ce qui me paraît légitime et naturel. Il n'a pas dit que l'Angleterre n'adopterait pas la monnaie unique. Pour ma part, je pense que les avantages de la monnaie unique aussi bien pour les pays européens que pour l'Angleterre, même si beaucoup la contestent, sont très supérieurs aux inconvénients. C'est ma conviction. Mais naturellement, je ne peux pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Angleterre. Simplement, j'ai voulu essayer de le dire et de l'expliquer. J'en ai parlé longuement avec Tony Blair, comme j'en ai parlé avec Paddy Ashdown, naturellement depuis longtemps avec John Major. J'en ai parlé aussi avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, entouré d'un certain nombre de personnalités de la Cité, personnalités financières. On voit bien que les Anglais font actuellement une réflexion approfondie. Je souhaite qu'elle soit positive.

- QUESTION.- Est-ce qu'il est pensable que si l'Angleterre ne rejoint pas la monnaie unique, elle ne se fasse pas ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, il y a un Traité, qui est celui de Maastricht, qui a été adopté, qui laisse à l'Angleterre la possibilité de ne pas entrer dans la monnaie unique, mais si les autres partenaires sont en mesure d'y entrer, elle se fera. Actuellement, la Commission, si je ne m'abuse, vient d'indiquer que sept ou huit pays de la Communauté, y compris d'ailleurs l'Angleterre et aussi la France, l'Allemagne, étaient en mesure, ou seraient, d'après elle, en mesure d'entrer dans le processus de monnaie unique au 1er janvier 1999. Ceux qui seront prêts et qui voudront le faire, le feront.\

QUESTION.- En annonçant mercredi dernier, à Downing Street, la probabilité d'une levée partielle de l'embargo sur les produits dérivés du boeuf, n'avez-vous pas le sentiment d'avoir pris une position quelque peu prématurée plongeant dans l'embarras les experts non seulement, et bien sûr, les partenaires européens. En question subsidiaire, n'avez-vous pas un regret en quittant de Londres, celui de ne pas avoir rencontré Lady Di ?

- LE PRESIDENT.- Pour la deuxième question, je dirai qu'on a toujours un regret de ne pas rencontrer une personne de sa qualité, elle n'est pas la seule. J'ai bien d'autres regrets en quittant Londres. J'ai rencontré Sylvie Guillem, j'ai été extrêmement satisfait hier soir. J'avais rencontré aussi avant-hier, Isabelle Huppert et j'étais également très heureux.

- Je n'ai pas annoncé la position de la France ou une inflexion de la position de la France avant que les experts ne se soient prononcés. C'est après que les discussions du comité vétérinaire ont été engagées et que les experts se sont prononcés que j'ai donné ma position. Je l'ai dit plusieurs fois, je ne vais peut-être pas la rappeler ou en un mot. D'abord, on ne peut prendre aucun risque en matière de santé publique. A partir du moment, où les experts, les savants considèrent que

l'on peut prendre une mesure de la nature de celle que vous avez évoquée, je considère qu'il faut le faire, c'est tout.\

QUESTION.- L'euro-scepticisme que vous évoquiez tout à l'heure nourrit ici, en tout cas en Grande-Bretagne, un débat sur l'opportunité d'un référendum sur la monnaie unique. Est-il envisageable d'avoir ce référendum en France ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez, nous avons déjà eu un référendum sur le Traité de Maastricht, je crois que c'était une heureuse initiative. Le problème n'est pas celui de la monnaie unique, mais celui de l'ensemble de la réforme de la Conférence intergouvernementale. Chacun verra le moment venu, comment il convient de prendre la décision finale.\

QUESTION.- Merci, monsieur le Président, peut-être, pour l'alternance, vous me permettrez de parler en qualité de britannique. Tous mes confrères français ont été frappés par la qualité de vos rapports avec John Major. Vous savez qu'un des inconvénients des rapports entre nos deux pays, est que l'on a tendance toujours à retomber dans les poncifs : entente cordiale, nouvelle entente cordiale. Il semble que là, il y a une dimension personnelle, supplémentaire, qui donne à espérer qu'on pourrait faire quelque chose de plus innovateur que l'on ne l'a fait par le passé. Je voulais vous demander si vous pouviez décrire la nature de vos rapports avec le Premier ministre et, de quelle façon ces rapports s'établissent, est-ce par un "meeting of mind" sur les grands sujets, est-ce parce que vos tempéraments sont assez proches l'un de l'autre ?

- LE PRSIDENT.- Je pencherais plutôt pour la deuxième hypothèse. Mais je voudrais tout de même ajouter une chose. Je connais John Major depuis longtemps, c'est vrai, et nous avons toujours eu des rapports très cordiaux. Comment s'expliquent ces rapports ? Il est impossible de le dire. Les sentiments humains sont ce qu'ils sont. Ils sont positifs ou négatifs. Ceux que j'ai toujours eu avec John Major sont positifs, et je crois que c'est réciproque. Ceci étant, je ne voudrais pas qu'on puisse imaginer que la position exprimée par la France est liée à des rapports entre deux hommes. Cela compte, c'est vrai. C'est une chose qui facilite les choses et qui compte. L'estime, l'amitié, je dirai même l'affection que j'ai pour John Major, sont un élément qui n'est pas négligeable. Mais il faut bien que vous compreniez que mon sentiment profond est positif, c'est celui que j'exprime à l'égard de la Grande-Bretagne et non pas à l'égard de tel ou tel de ses représentants.\

QUESTION.- Vous avez dit, je crois, que vous allez prendre une initiative au niveau de l'aide aux pays en voie de développement au Sommet de Lyon que vous allez présider d'ici quelques semaines. Première question, est-ce que vous avez évoqué ces initiatives lors de vos discussions avec M. Major ? Deuxièmement quelle est la nature de cette initiative ? Troisièmement, croyez-vous que les pays de l'Europe occidentale ont actuellement, étant donné les efforts qu'ils sont en train de faire, les moyens pour cette aide augmentée, étant donné les efforts qu'ils sont en train de faire pour se faire agréer pour l'union monétaire ?

- LE PRESIDENT.- Je disais tout à l'heure que la mondialisation, puisque c'est le mot à la mode, risquait, si on ne la maîtrisait pas, de conduire à l'exclusion et à l'exclusion de beaucoup de gens dans chacun de nos pays, d'où l'accent que j'ai mis sur le modèle social européen qui doit être maintenu et l'exclusion, sur le plan international, des nations, qui, parce que trop pauvres, ne pourraient pas suivre le rythme de l'évolution. Elles risqueraient de se voir exclues.

- A partir de là, nous constatons aujourd'hui, que l'effort de l'aide au développement décroît. On le voit de façon tout à fait caractéristique aux Etats-Unis. Quand vous pensez que pour l'année 1997, en valeur absolue, la totalité de l'aide américaine au développement, sera égale à l'aide française au développement. En valeur absolue ! C'est une évolution extrêmement préoccupante. Naturellement, cela donne l'idée à d'autres nations de se désengager aussi. Donc, le premier problème et que je veux évoquer à Lyon, et c'est la raison pour laquelle j'ai invité au Sommet de Lyon du G7, les responsables de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire et le Secrétaire Général de l'ONU, c'est d'interrompre ce phénomène de désengagement, car les conséquences en seraient graves sur le plan politique, sur le plan de l'instabilité et puis tout simplement sur le plan de la justice et de l'humanité.

- On pense surtout aux pays les plus démunis. Les pays les plus démunis sont surtout les pays

africains, lesquels font un effort considérable aujourd'hui pour progresser dans la bonne voie en matière d'état de droit, en matière de gestion sérieuse de leurs affaires, en matière de prévention des crimes. C'est difficile pour eux. Je dis simplement, n'oublions jamais que la situation dramatique dans laquelle ils se trouvent, ne doit pas être imputée à leur seule responsabilité, que nous sommes nous-mêmes, occidentaux, responsables pour une large part de cette situation, en raison de cette espèce d'hémorragie programmée qu'a été la traite des noirs pendant plus de quatre siècles et qui a, en quelque sorte, vidé ce continent d'une part importante de sa substance et dont nous assumons la responsabilité.

- Je le répète, pour des raisons aussi bien humaines que politiques, morales, nous devons aujourd'hui, faire en sorte que l'aide au développement, notamment pour les pays les plus démunis, et je pense en particulier à l'Afrique, soit au moins sauvegardée si elle ne peut être augmentée.\

QUESTION.- Monsieur le Président est-ce que vous avez évoqué dans vos réunions bilatérales ou dans le cadre de l'Europe, la nécessité d'augmenter la lutte contre le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Oui, naturellement, mais c'est entre la France et l'Angleterre une longue tradition de lutter ensemble contre le terrorisme et donc il n'y avait rien de plus à ajouter. Nous travaillons de façon très étroite et très conjointe, comme nous travaillons d'ailleurs avec le gouvernement espagnol.\

QUESTION.- Monsieur le Président, avec le soutien que vous avez apporté à la Grande-Bretagne dans l'affaire de la vache folle, avec la réaffirmation de la solidarité européenne, est-ce que vous avez l'impression d'avoir un petit peu convaincu ici en Grande-Bretagne que l'Europe ne lui était pas forcément hostile ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas si j'ai convaincu, je n'en suis pas certain si je lis une certaine presse britannique. Mais enfin, en tous les cas, j'ai fait de mon mieux et ma conviction, c'est que l'Europe doit être solidaire de la Grande-Bretagne et réciproquement. C'était bien le message que j'ai voulu passer et je l'ai passé.

- Je vous remercie.\